



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la légalité et de la citoyenneté
Bureau des collectivités locales

Affaire suivie par :

Chantal Suc

Contact : 02.54.81.55.53

chantal.suc@loir-et-cher.gouv.fr

Patricia Yang

Contact : 02.54.81.55.33

patricia.yang@loir-et-cher.gouv.fr

Muriel Pachaud

Contact : 02.54.81.55.52

muriel.pachaud@loir-et-cher.gouv.fr

Blois, le **15 MARS 2022**

Le Préfet de Loir-et-Cher

à

Monsieur le Président du conseil départemental
Mesdames et Messieurs les Maires du département
Mesdames et Messieurs les Présidents des CCAS/CIAS
Mesdames et Messieurs les Présidents des syndicats
intercommunaux

**bénéficiaires du FCTVA sur les dépenses réalisées en
N-1**

Objet : Automatisation du fonds de compensation pour la TVA.

P.J. : annexe détaillée et 5 fiches

Cette circulaire s'adresse aux seuls bénéficiaires du FCTVA relevant du régime anticipé de versement du FCTVA (N+1).

La présente circulaire a pour objet de présenter le cadre général et les modalités de mise en œuvre de l'automatisation de la gestion du FCTVA telle que prévue par l'article 251 de la loi n° 2020-1721 de finances pour 2021. Cette nouvelle étape de l'automatisation de la gestion du FCTVA, initiée l'an dernier, fait partie des mesures de simplification voulues par le gouvernement.

Compte tenu du décalage temporel dans le versement du FCTVA inhérent aux régimes de versement du fonds, l'automatisation a concerné dès 2021 les communes nouvelles, les communautés de communes et d'agglomération.

En 2022, elle s'applique aux bénéficiaires relevant du régime de versement anticipé N+1, et enfin en 2023 aux bénéficiaires relevant du régime de versement de droit commun N+2.

Je vous informe que les régimes de versement (N, N+1 ou N+2) ne sont pas modifiés par la réforme.

I – Les principes de la réforme

La réforme consiste à automatiser la gestion du FCTVA par un recours à une base comptable des dépenses engagées et mises en paiement et par la dématérialisation quasi-intégrale de la procédure d'instruction, de contrôle et de versement. L'automatisation substitue ainsi une logique comptable, basée sur une assiette de comptes éligibles préalablement arrêtés, à une logique d'éligibilité sous condition de respect de critères juridiques.

L'objectif poursuivi est de simplifier et d'harmoniser les règles de gestion du FCTVA.

A cet égard, le périmètre d'éligibilité au FCTVA est désormais défini essentiellement par l'ensemble des dépenses sans TVA déductible enregistrées sur des comptes énumérés par arrêté interministériel.

D'autre part, la procédure est très largement allégée. Le traitement automatisé repose sur l'utilisation des données liées aux dépenses exécutées par les structures, issues de l'application HELIOS de la Direction générale des finances publiques.

Enfin cette réforme vise à améliorer la sécurité juridique et comptable de la gestion du FCTVA. Elle peut permettre de réduire les délais de traitement et de versement des attributions et d'améliorer le suivi de l'exécution des versements.

Ainsi, les structures concernées par le régime de versement en année N+1 n'ont plus besoin de transmettre en 2022 d'états déclaratifs pour les dépenses réalisées à partir du 1^{er} janvier 2021, hormis le cas des états déclaratifs résiduels détaillés dans la fiche n°2.

L'automatisation du FCTVA, et plus particulièrement le calcul automatisé de sa liquidation, repose sur une nouvelle application destinée aux services en charge du FCTVA en préfecture :

ALICE (Automatisation de la Liquidation des Concours de l'État).

II – Les fondements juridiques

La fiche n°1 jointe en annexe regroupe l'ensemble des textes applicables.

Le choix d'une logique comptable n'a pas remis en cause les principes d'éligibilité d'une dépense au FCTVA énoncés antérieurement dans le code général des collectivités territoriales :

- les bénéficiaires du FCTVA demeurent les mêmes ;
- le choix des comptes éligibles fait que seules sont éligibles les dépenses sur des biens qui appartiennent, sauf exception prévue par la loi, aux bénéficiaires du FCTVA ;
- seules les dépenses sans TVA déductible sont prises en compte ;
- si certaines dépenses ne sont pas grevées de TVA (activité non assujettie), elles font l'objet d'un état déclaratif afin de les déduire de l'assiette des dépenses éligibles (voir annexe paragraphe II 1 et fiche n° 2).

En revanche, depuis l'abrogation, au 1^{er} janvier 2021, de l'article L.1615-7 du code général des collectivités territoriales, les biens confiés à des tiers non bénéficiaires sont éligibles, hors cas de récupération de la TVA par la voie fiscale.

Vous trouverez, en pièces jointes, une annexe détaillée vous renseignant sur les changements apportés par l'automatisation ainsi que cinq fiches dont la fiche n°2 comportant les états déclaratifs pour les cas particuliers correspondant aux dépenses ne pouvant être automatisées.

III – Le calendrier

Le versement du FCTVA ne pourra être réalisé qu'à compter de la clôture des comptes de gestion et de la réception des états déclaratifs complémentaires.

Les états déclaratifs complémentaires (voir annexe paragraphe II 1 et fiche n° 2) et notamment l'état n°2B qui recense les dépenses à retirer de l'assiette automatisée, c'est-à-dire les dépenses non grevées de TVA et les dépenses ayant fait l'objet d'un transfert du droit à déduction, doivent être adressés à la préfecture **uniquement par voie postale avant le 15 avril 2022.**

Cet état est à transmettre **quand bien même celui-ci serait renseigné à « néant ».**



Si l'état déclaratif n°2B n'a pas été réceptionné par mes services, dans les délais impartis, je serai contraint, dans l'attente de cette pièce justificative, de basculer vos dépenses à l'état "à contrôler" dans l'application ALICE, entraînant de ce fait une attribution lors d'un versement différé.

Mes services restent à votre disposition pour toute précision complémentaire dont il vous serait nécessaire de disposer.

Le Préfet,
P. le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Nicolas HAUPTMANN

Copie à :

- Madame la Sous-Préfète de Romorantin-Lanthenay
- Madame la Sous-Préfète de Vendôme
- Monsieur le Directeur départemental des finances publiques
- Madame la Présidente de l'Association des Maires de Loir-et-Cher
- Monsieur le Président de l'Association des Maires ruraux de Loir-et-Cher

Annexe détaillée

I. Les structures bénéficiaires et les dépenses éligibles.....	5
1. Les structures locales bénéficiaires.....	5
2. Procédure pour les structures.....	5
3. Les dépenses éligibles et les dépenses inéligibles.....	5
a) Les dépenses éligibles.....	5
b) Les dépenses inéligibles.....	6
c) La définition de l'assiette des comptes éligibles	6
II. Les conditions de mise en œuvre de l'automatisation de la gestion du FCTVA.....	6
1. La procédure automatisée et la procédure déclarative.....	6
a) La procédure déclarative aboutissant à ajouter des dépenses à l'assiette automatisée	7
b) La procédure déclarative aboutissant à retirer des dépenses à l'assiette automatisée	7
2. Les versements anticipés en cas d'intempéries exceptionnelles	8
3. Les cas de reversement	8
4. Les cas particuliers d'assujettissement à la TVA.....	8
a) Les cas de dépenses avec TVA déductible qui peuvent être éligibles au FCTVA	8
b) Le cas du changement de régime d'assujettissement	9
c) Le transfert du droit à déduction	9
5. Cas particulier : les subventions	9
III. Le fonctionnement de l'application ALICE et le dispositif de contrôle associé	10
Procédure de gestion du FCTVA pour les préfectures	10
IV. Fiches complémentaires	10
Fiche 1 : Textes applicables	10
Fiche 2 : Etats déclaratifs.....	11
Fiche 3 : Schémas de paramétrage des budgets dans Hélios.....	18
Fiche 4 : Schéma de fonctionnement de l'application ALICE... ..	19
Fiche 5 : Procédures particulières	20

I) Les structures bénéficiaires et les dépenses éligibles

1. Les structures locales bénéficiaires

La réforme ne modifie pas la liste des bénéficiaires du FCTVA.

Pour rappel, ces derniers sont énumérés de manière limitative à l'article L. 1615-2 du CGCT.

Il est souligné que, pour les groupements, ne sont éligibles que ceux dont l'ensemble des membres sont eux-mêmes éligibles.

2. Procédure pour les structures

Les dépenses sont mandatées par l'ordonnateur, puis visées et prises en charge par le comptable public dans l'application de gestion comptable et financière Hélios. Cette application transmet les flux de données comptables utiles vers l'automatisation en préfecture sur la base des comptes clôturés pour les régimes de versement N+1 et N+2. Pour le régime de versement N, une régularisation au 1er trimestre N+1 intervient par le biais d'une validation dans CDG-D de l'ordonnateur. L'envoi des données à l'application d'automatisation en préfecture est conditionné au paramétrage TVA du budget des structures dans l'application Hélios par le comptable public.

Les structures imputent leurs dépenses selon les règles des instructions budgétaires et comptables. Le respect des codes services par les structures est nécessaire à la bonne transmission des données entre les différents flux.

Pour les dépenses ne pouvant être automatisées, les structures remplissent des états déclaratifs dont les modèles mis à jour sont annexés à cette circulaire d'information pour ajouter des dépenses qui ne sont pas inscrites sur un compte de l'assiette automatisée. **Les structures ont aussi à remplir les états déclaratifs qui, le cas échéant, retirent des dépenses de l'assiette automatisée.**

Les structures, sur demande des services préfectoraux, pourront être amenées à fournir des pièces justificatives.

Dans le cas des subventions versées entre structures pour des dépenses de voirie, la structure versant la subvention ne perçoit pas de FCTVA. C'est la structure qui intègre les travaux dans son patrimoine qui reçoit le FCTVA sur l'ensemble de la dépense, y compris la part subventionnée. La procédure de modulation décrite ci-dessous permet que le montant de FCTVA attribué soit inchangé, mais réparti différemment entre les structures versantes et bénéficiaires. La dépense nette supportée par chaque structure reste identique (voir fiche n°5 paragraphe 5.2 travaux réalisés pour le compte de tiers).

3. Les dépenses éligibles et les dépenses inéligibles

a) Les dépenses éligibles

Deux types de dépenses sont éligibles :

- celles qui sont inscrites sur un compte énuméré dans l'arrêté interministériel et qui seront transmises automatiquement,
- celles qui continuent à être déclarées par les bénéficiaires via une procédure déclarative spécifique (car ne pouvant être traitées par la procédure automatisée).

Les dépenses éligibles via la procédure automatisée sont les dépenses réelles d'investissement ou de fonctionnement imputées sur des comptes éligibles, mais aussi les opérations d'ordre suivantes :

- les frais d'étude (compte 2031) suivis de la réalisation de l'immobilisation imputée sur un compte éligible,
- les avances portées au compte 238 quand elles sont intégrées sur un compte d'immobilisation présent dans l'assiette éligible.

Ces dépenses sont prises en compte de manière automatisée par l'extraction des opérations d'ordre budgétaire associées à ces comptes. Les autres opérations d'ordre budgétaire ne sont pas prises en compte.

b) Les dépenses inéligibles

Les dépenses inéligibles énumérées à l'article R. 1615-2 du CGCT sont les suivantes :

- des dépenses concernant les immobilisations utilisées pour la réalisation d'opérations soumises à la taxe sur la valeur ajoutée ;
- des dépenses exonérées de la taxe sur la valeur ajoutée à l'exception de celles mentionnées aux articles 294 et 296 du code général des impôts ;
- des dépenses relatives à des biens concédés ou affermés, auxquelles peuvent être appliquées les dispositions du I de l'article 210 de l'annexe II au code général des impôts. Il s'agit du mécanisme du transfert de droit à déduction ;
- des travaux réalisés pour le compte de tiers, en dehors des exceptions prévues par le CGCT ;
- des constructions sur sol d'autrui, en dehors des exceptions prévues par le CGCT ;
- des subventions d'équipement, en dehors des exceptions prévues par le CGCT ;
- des dépenses liées à l'achat de manuels scolaires par les régions imputées, par dérogation aux règles budgétaires et comptables, en section d'investissement.

c) La définition de l'assiette des comptes éligibles

La définition de l'assiette automatisée du FCTVA conduit à ce que, à la marge, certaines dépenses deviennent inéligibles ou, au contraire, à inclure plusieurs nouvelles dépenses éligibles.

L'assiette du FCTVA automatisé rend ainsi inéligibles certaines dépenses qui pouvaient être éligibles dans le système antérieur ; il s'agit par exemple des dépenses enregistrées aux comptes suivants :

- les deux comptes d'immobilisations 211 « Terrains » et 212 « Agencement et aménagement de terrain » ne sont pas dans l'assiette présentée, notamment parce qu'une part importante des achats de terrains est liquidée « Hors taxe » ;
- le compte 2051 « Concessions et droits similaires » n'est pas dans l'assiette automatisée : en effet, ce compte comporte des dépenses antérieurement éligibles, telles les dépenses liées à l'achat de logiciels, mais il contient également des dépenses inéligibles ;

A contrario, l'assiette du FCTVA après la réforme permet aussi d'élargir l'éligibilité à des dépenses qui étaient auparavant inéligibles au FCTVA, comme par exemple :

- les biens que les structures confient à des tiers inéligibles au FCTVA et qu'elles n'utilisent pas pour leur usage propre sont éligibles sans que les limites auparavant posées par l'article L. 1615-7 ne s'appliquent ;
- les subventions qui étaient à déduire de l'assiette des dépenses éligibles au FCTVA sur le fondement des articles L. 1615-10 et R. 1615-3 du CGCT ne doivent plus être déduites car les deux dispositions ont été abrogées.

II) Les conditions de mise en œuvre de l'automatisation de la gestion du FCTVA

1. La procédure automatisée et la procédure déclarative

La majorité des dépenses éligibles au FCTVA est traitée selon une procédure automatisée : c'est leur imputation sur un compte mentionné dans l'arrêté interministériel énumérant les comptes éligibles qui déclenche leur traitement automatisé. Néanmoins, certaines situations d'éligibilité existantes ne peuvent être traitées de manière automatisée. Il subsiste donc des cas de déclaration de certaines dépenses via des états déclaratifs, annexés à la présente note d'instruction. Dans certains cas particuliers, les bénéficiaires doivent aussi déclarer des dépenses qui sont à retirer de l'assiette des dépenses éligibles.

Cette procédure déclarative résiduelle peut conduire ainsi à deux situations :

- soit elle ajoute des dépenses à l'assiette des dépenses éligibles,
- soit elle retire des dépenses à l'assiette des dépenses servant au calcul du FCTVA.

Une même dépense ne peut faire l'objet d'un double versement du FCTVA, à la fois via la procédure automatisée et via la procédure déclarative. La structure doit joindre, le cas échéant, les documents prévus par la loi. Les dépenses indiquées sur les états déclaratifs par les bénéficiaires seront renseignées dans l'application ALICE par les agents en charge de la gestion du fonds dans les préfectures.

a) La procédure déclarative aboutissant à ajouter des dépenses à l'assiette automatisée

En premier lieu, il s'agit de dépenses qui sont éligibles au FCTVA par disposition législative mais qui ne sont pas enregistrées sur un compte mentionné dans l'arrêté interministériel. Les cas suivants sont concernés :

- les dépenses d'investissement en application de l'article L. 211-7 du code de l'éducation¹ ;
- les dépenses pour les travaux d'intérêt général ou d'urgence sur le patrimoine de tiers afin de lutter contre certains risques naturels en application de l'article L. 1615-2 du CGCT² ;
- les dépenses d'investissement réalisées sur le domaine public fluvial de l'État en application de l'article L. 1615-2 du CGCT³ ;
- les montants liés à un changement de situation d'assujettissement, en application de l'article L. 1615-4 du CGCT⁴ ;

En second lieu, il peut s'agir de situations particulières d'assujettissement à la TVA. Des dépenses paramétrées avec TVA déductible ne seront pas transmises dans l'application ALICE par l'application HELIOS. Or, dans les cas limitatifs suivants, les opérations peuvent être éligibles au FCTVA :

- les immobilisations partiellement éligibles,
- les équipements mixtes.

Les règles d'éligibilité en vigueur avant l'automatisation demeurent inchangées.

b) La procédure déclarative aboutissant à retirer des dépenses à l'assiette automatisée

Les dépenses à retirer de l'assiette automatisée via une procédure déclarative sont les suivantes :

- les dépenses ayant fait l'objet d'un transfert du droit à déduction conformément aux dispositions du I de l'article 210 de l'annexe II au code général des impôts,
- les dépenses hors taxe lorsqu'elles sont imputées sur un compte de l'assiette automatisée, puisque ces dépenses sont transmises automatiquement,
- les dépenses de manuels scolaires des régions imputées, par exception, en section d'investissement.

1 « Dans le respect de la carte des formations supérieures instituée par l'Etat peut confier aux collectivités territoriales ou à leurs groupements la maîtrise d'ouvrage de constructions ou d'extensions d'établissements d'enseignement supérieur relevant des divers ministres ayant la tutelle de tels établissements. A cette fin, l'Etat conclut une convention avec la collectivité territoriale ou le groupement intéressé ; cette convention précise notamment le lieu d'implantation du ou des bâtiments à édifier, le programme technique de construction et les engagements financiers des parties. Ces engagements ne peuvent porter que sur les dépenses d'investissements et tiennent compte, le cas échéant, des apports immobiliers des collectivités territoriales. Les collectivités territoriales ou leurs groupements bénéficient du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée au titre des dépenses exposées en application du premier alinéa du présent article. »

2 « Par dérogation, les collectivités territoriales et leurs groupements bénéficient des attributions du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée au titre des dépenses d'investissement exposées sur des biens dont ils n'ont pas la propriété, dès lors qu'elles concernent des travaux de lutte contre les avalanches, glissements de terrains, inondations, incendies, ainsi que des travaux de défense contre la mer, des travaux pour la prévention des incendies de forêt, présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence. S'agissant des travaux effectués sur le domaine public de l'Etat, seules ouvrent droit aux attributions du fonds les dépenses d'investissement réalisées par les collectivités territoriales ou leurs groupements ayant conclu une convention avec l'Etat précisant notamment les équipements à réaliser, le programme technique des travaux et les engagements financiers des parties. »

3 « Les collectivités territoriales et leurs groupements bénéficient également des attributions du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée au titre des dépenses d'investissement réalisées sur le domaine public fluvial de l'Etat, dans le cadre de l'expérimentation prévue à l'article du code général de la propriété des personnes publiques. Seules ouvrent droit aux attributions du fonds les dépenses d'investissement réalisées par les collectivités territoriales ou leurs groupements ayant conclu une convention avec l'Etat. »

4 « Lorsqu'une collectivité territoriale, un établissement public ou un groupement utilise un bien d'investissement pour les besoins d'une activité qui cesse d'être soumise à la taxe sur la valeur ajoutée, il peut obtenir un versement au titre du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée égal à la fraction de la taxe afférente à ce même bien qu'il a été tenu de reverser en application des règles prévues pour les personnes qui cessent de réaliser des opérations ouvrant droit à déduction. Les dispositions de l'alinéa précédent sont également applicables aux collectivités territoriales et aux groupements qui, dans le cadre d'un transfert de compétence, mettent des immobilisations à disposition d'un établissement public de coopération intercommunale ou d'un syndicat mixte pour les besoins d'une activité qui n'est plus soumise à la taxe sur la valeur ajoutée pour ce dernier. »

Les bénéficiaires du fonds qui ont des dépenses de ce type doivent en faire la déclaration dans l'état 2B. Cet état déclaratif complémentaire qui recense les dépenses à retirer de l'assiette automatisée doit être adressé en préfecture. Il est à transmettre quand bien même celui-ci serait renseigné à « néant ».

2. Les versements anticipés en cas d'intempéries exceptionnelles

Ce versement s'effectue sur le fondement du III de l'article L. 1615-6 du CGCT. Les dépenses éligibles en application de l'article L. 1615-1 engagées pour réparer des dommages causés par des intempéries exceptionnelles sont éligibles l'année où les travaux ont été payés. Les deux conditions pour bénéficier du FCTVA en année N (arrêté de constatation de l'état de catastrophe naturelle et décret) sont conservées.

Ces dépenses font l'objet d'une procédure déclarative, transmise par les structures demandeuses. Les structures remplissent l'état déclaratif prévu à cet effet avec les dépenses qui concernent uniquement les réparations des dégâts.

Les dépenses qui auront fait l'objet d'une attribution du FCTVA en année N ne devront pas faire l'objet d'un nouveau versement dans le cadre du dispositif automatisé, en fonction de l'année correspondant au régime de versement de la structure concernée (N-1 ou N-2).

3. Les cas de reversement

Il est possible de générer des arrêtés de reversement du FCTVA antérieurement perçu. Les situations qui peuvent conduire à demander un reversement de FCTVA sont les suivantes :

- le reversement d'une part de FCTVA obtenu en cas d'assujettissement *a posteriori* de l'activité à la TVA sur le fondement de l'article L. 1615-3. La structure reverse le FCTVA perçu à hauteur du montant de TVA déductible perçu ;
- les reversements en cas de cession sur le fondement des articles L. 1615-9 et R. 1615-5 ;
- les reversements en cas de trop-perçu dans le cas des avances de 70% du montant prévisionnel ;
- de manière générale les cas où le FCTVA a été versé sur des dépenses qui n'auraient pas dû en bénéficier.

4. Les cas particuliers d'assujettissement à la TVA

a) Les cas de dépenses avec TVA déductible qui peuvent être éligibles au FCTVA

Dans certains cas, des dépenses avec TVA déductible peuvent néanmoins être éligibles au FCTVA. Il s'agit de deux cas :

- les immobilisations partiellement éligibles. Lorsqu'une opération d'investissement porte à la fois sur des immobilisations éligibles au FCTVA (par exemple une partie d'un bâtiment affectée à un service municipal exerçant une activité de nature administrative) et sur des immobilisations inéligibles au FCTVA (par exemple une partie d'un bâtiment affectée à une activité assujettie à la TVA), le FCTVA ne doit être attribué qu'au prorata de la surface occupée par les services éligibles au fonds ;
- les équipements mixtes (cf. fiche n°5.3) :
 - Lorsqu'une opération d'investissement porte sur un équipement utilisé concurremment pour la réalisation d'opérations situées hors du champ de la TVA et d'opérations imposables (par exemple une usine d'incinération des ordures ménagères comprenant une unité de valorisation énergétique), la TVA n'est déductible fiscalement qu'en proportion de l'utilisation de l'équipement pour des opérations imposables (article 207 bis, annexe II du code général des impôts).
 - Si l'équipement n'est utilisé qu'à titre accessoire pour les besoins d'une activité imposable à la TVA, les dépenses d'investissement qui lui ont été consacrées peuvent donner lieu à l'attribution du FCTVA à hauteur de la fraction pour laquelle la TVA n'a pas été déduite fiscalement. Une activité est considérée comme accessoire dans la mesure où sa suppression n'entraînerait aucun changement dans l'utilisation des équipements (cf. fiche 5, point 5.3).

La différence entre ces cas réside dans le caractère totalement différent et dissociable à la fois des espaces et des activités considérés dans le cas de l'immobilisation partiellement éligible.

Pour ces situations, la structure utilise le dispositif déclaratif ; elle doit joindre les documents fiscaux nécessaires au contrôle de l'éligibilité.

b) Le cas du changement de régime d'assujettissement

Le changement dans la situation d'assujettissement peut aboutir à un reversement de FCTVA de la part de la structure, en application de l'article L. 1615-3 du CGCT qui dispose que : « *Lorsqu'une collectivité territoriale, un établissement public ou un groupement a obtenu le bénéfice du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée au titre d'un bien d'investissement et que ce bien est utilisé pour les besoins d'une activité qui, par la suite, est soumise à cette taxe, il est tenu au reversement à l'Etat d'un montant égal à la taxe afférente à ce même bien dont il a pu opérer la déduction en application des règles prévues pour les personnes qui deviennent redevables de la taxe sur la valeur ajoutée. Aucun remboursement des attributions du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée n'est exigible lorsqu'une collectivité territoriale ou un groupement, qui exerce une activité pour laquelle il n'est pas assujéti à la taxe sur la valeur ajoutée, confie ensuite le bien à un tiers dans les cas mentionnés aux a, b et c de l'article L. 1615-7.* »

Le changement dans la situation d'assujettissement peut aussi aboutir à un versement de FCTVA à la structure, en application de l'article L.1615-4 du CGCT qui dispose que : « *Lorsqu'une collectivité territoriale, un établissement public ou un groupement utilise un bien d'investissement pour les besoins d'une activité qui cesse d'être soumise à la taxe sur la valeur ajoutée, il peut obtenir un versement au titre du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée égal à la fraction de la taxe afférente à ce même bien qu'il a été tenu de reverser en application des règles prévues pour les personnes qui cessent de réaliser des opérations ouvrant droit à déduction. Les dispositions de l'alinéa précédent sont également applicables aux collectivités territoriales et aux groupements qui, dans le cadre d'un transfert de compétence, mettent des immobilisations à disposition d'un établissement public de coopération intercommunale ou d'un syndicat mixte pour les besoins d'une activité qui n'est plus soumise à la taxe sur la valeur ajoutée pour ce dernier.* »

Dans tous les cas, la procédure est déclarative et la structure doit joindre les documents fiscaux relatifs au changement de sa situation d'assujettissement.

c) Le transfert du droit à déduction

Il s'agit d'une récupération de la TVA par la voie fiscale via un délégataire. Ce mécanisme n'est plus en vigueur depuis 2016, mais subsiste pour les contrats conclus antérieurement.

Afin d'éviter une double récupération de la TVA, un mécanisme de contrôle spécifique a été mis en place.

Les bénéficiaires doivent déclarer les dépenses qui ont fait l'objet de ce mécanisme afin que celles-ci soient retirées de l'assiette des dépenses éligibles.

5. Cas particulier : les subventions

Sont comprises dans l'assiette des comptes éligibles :

- les subventions d'équipement versées par les départements et les régions aux établissements publics locaux d'enseignement (EPL) inscrites aux subdivisions du compte 2043 « Subventions aux établissements scolaires publics pour leurs dépenses d'équipement »,

- les subventions versées à l'Etat pour des travaux sur le domaine public routier et sur des monuments historiques, imputées respectivement aux comptes 204114 « Subventions d'équipement aux organismes publics - Etat - Voiries » et 204115 « Subventions d'équipement versées – Etat –Monuments historiques ».

En revanche, les subventions versées entre structures pour des travaux de voirie ainsi que les travaux réalisés pour le compte de tiers sur le domaine routier de l'État ou une autre structure (imputables sur les comptes 454 « opérations pour le compte de tiers » ou 458 « Opérations sous mandat ») ne sont plus éligibles. Un dispositif de modulation est proposé pour compenser cette suppression. La fiche n° 5.2 présente le dispositif et l'illustre par un exemple chiffré.

III) Le fonctionnement de l'application ALICE et le dispositif de contrôle associé

Procédure de gestion du FCTVA pour les préfetures

Les dépenses imputées sur des comptes éligibles et sans TVA déductible sont transmises automatiquement dans ALICE chaque mois et peuvent être traitées à partir du moment où le compte de gestion a été voté pour les régimes N-2 et N-1. Pour les régimes N, les données sont traitées de manière à respecter le principe d'un versement trimestriel des attributions tel que prévu à l'article R. 1615-6 du CGCT.

Sont prises en compte les régularisations et corrections comptables. Le calcul du montant de FCTVA à verser est automatique.

Les services préfectoraux exercent alors un contrôle sur certaines dépenses. Ils peuvent éventuellement placer certaines dépenses en attente pour analyse, le temps de demander des informations complémentaires aux structures.

Les dépenses qui auront été jugées inéligibles sont écartées de l'assiette de calcul du FCTVA en précisant le motif de leur rejet.

Si la structure a envoyé des états déclaratifs, les services préfectoraux saisissent dans l'application les données ainsi transmises, cela conduit à modifier l'assiette des dépenses éligibles soit en l'augmentant soit en la diminuant.

L'application produit automatiquement un arrêté. Dans un premier temps les arrêtés et les notifications sont envoyés par courrier, une évolution future de l'application prévoit un envoi dématérialisé.

V) Fiches complémentaires

Fiche 1 : Textes applicables

- L'article 251 de la loi n°2020-1721 de finances pour 2021, qui prévoit la mise en œuvre de la réforme pour les dépenses payées à compter du 1^{er} janvier 2021 ainsi que les adaptations législatives nécessaires à la réforme. Cet article modifie les dispositions législatives du code général des collectivités territoriales (CGCT) relatives au FCTVA.

- Les articles L. 1615-1 et suivants et R. 1615-1 et suivants du code général des collectivités territoriales (CGCT)

- Le décret n°2020-1791 du 30 décembre 2020 relatif à l'automatisation de la gestion du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée, qui modifie la partie réglementaire du code général des collectivités territoriales ; il précise les dépenses éligibles et indique celles qui sont inéligibles. Il comporte le cadrage de la procédure automatisée selon les régimes de versement applicables et l'articulation entre la procédure automatisée et les procédures déclaratives résiduelles.

- L'arrêté du 30 décembre 2020 fixant la liste des comptes éligibles à la procédure de traitement automatisé relative à l'attribution du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée mentionnée à l'article L. 1615-1 du code général des collectivités territoriales et l'arrêté interministériel du 17 décembre 2021 modifiant l'arrêté du 30 décembre 2020. Ils listent l'ensemble des comptes éligibles ; ces comptes sont ceux qui déterminent les données traitées par l'application ALICE.

- L'article 6 de la loi n°2021-953 du 19 juillet 2021 de finances rectificative pour 2021

- L'arrêté interministériel du 17 décembre 2020 fixant la liste des dépenses de fournitures de prestations de solutions relevant de l'informatique en nuage mentionnées à l'article L. 1615-1 du CGCT, éligibles à l'attribution du FCTVA pour les dépenses payées à compter du 1^{er} janvier 2021

Fiche 2 : Etats déclaratifs

FONDS DE COMPENSATION POUR LA TVA HORS DISPOSITIF AUTOMATISE

Cas n°1 : déclaration pour les bénéficiaires du FCTVA hors système automatisé (données non transmises par l'application Hélios)

Les bénéficiaires du FCTVA dont la totalité des dépenses n'est pas prise en compte par le dispositif automatisé doivent remplir les états déclaratifs n°1 et, si besoin, n°2.

L'état déclaratif n°1 permet de déclarer l'ensemble des dépenses inscrites sur les comptes du dispositif automatisé. Pour les bénéficiaires du FCTVA qui n'entrent pas dans le dispositif automatisé, cet état déclaratif peut éventuellement être complété par l'état n°2, qui concerne les cas résiduels de déclaration non automatisée.

Documents à joindre : pages du compte de gestion

Cas n°2 : déclaration complémentaire non automatisée

Cette déclaration concerne des situations particulières qui ne peuvent entrer dans le cadre automatisé du traitement des données comptables.

Documents à joindre :

- pages du compte de gestion,
- le cas échéant, documents des services fiscaux,
- convention, dans les cas prévus par la loi.

1. Ajout de dépenses ou de montants hors assiette du dispositif automatisé (état déclaratif 2-A)

Ces dépenses doivent avoir été imputées sur des comptes qui ne font pas partie du dispositif automatisé. Cela concerne :

- a) les dépenses d'investissement en application de l'article L. 211-7 du code de l'éducation qui dispose que : « *Dans le respect de la carte des formations supérieures instituée par l'article L. 614-3, l'Etat peut confier aux collectivités territoriales ou à leurs groupements la maîtrise d'ouvrage de constructions ou d'extensions d'établissements d'enseignement supérieur relevant des divers ministres ayant la tutelle de tels établissements. A cette fin, l'Etat conclut une convention avec la collectivité territoriale ou le groupement intéressé ; cette convention précise notamment le lieu d'implantation du ou des bâtiments à édifier, le programme technique de construction et les engagements financiers des parties. Ces engagements ne peuvent porter que sur les dépenses d'investissements et tiennent compte, le cas échéant, des apports immobiliers des collectivités territoriales. Les collectivités territoriales ou leurs groupements bénéficient du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée au titre des dépenses exposées en application du premier alinéa du présent article.* » (Joindre la convention)
- b) les dépenses pour les travaux d'intérêt général ou d'urgence sur le patrimoine de tiers afin de **lutter contre certains risques naturels** en application de l'article L. 1615-2 du CGCT qui dispose que : « *Par dérogation, les collectivités territoriales et leurs groupements bénéficient des attributions du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée au titre des dépenses d'investissement exposées sur des biens dont ils n'ont pas la propriété, dès lors qu'elles concernent des travaux de lutte contre les avalanches, glissements de terrains, inondations, incendies, ainsi que des travaux de défense contre la mer, des travaux pour la prévention des incendies de forêt, présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence. S'agissant des travaux effectués sur le*

domaine public de l'Etat, seules ouvrent droit aux attributions du fonds les dépenses d'investissement réalisées par les collectivités territoriales ou leurs groupements ayant conclu une convention avec l'Etat précisant notamment les équipements à réaliser, le programme technique des travaux et les engagements financiers des parties. » (Joindre la convention dans les cas prévus)

- c) les dépenses pour les travaux d'investissement sur les biens du **Conservatoire de l'espace littoral** en application de l'article L. 1615-2 du CGCT qui dispose que : « Les collectivités territoriales et leurs groupements bénéficient également des attributions du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée au titre des dépenses d'investissement réalisées à compter du 1er janvier 2005 sur des immeubles du domaine relevant du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres. Seules ouvrent droit aux attributions du fonds les dépenses d'investissement réalisées par les collectivités territoriales ou leurs groupements ayant conclu une convention avec le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, précisant notamment les équipements à réaliser, le programme technique des travaux et les engagements financiers des parties. » (Joindre la convention)
- d) les **subventions versées pour le Canal Seine-Nord Europe** en application de l'article L. 1615-2 du CGCT qui dispose que : « Les collectivités territoriales et leurs groupements bénéficient également des attributions du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée au titre des subventions d'équipement versées à l'établissement public "Société du Canal Seine-Nord Europe" pour les dépenses réelles d'investissement que celui-ci effectue pour la réalisation de l'infrastructure fluviale reliant les bassins de la Seine et de l'Oise au réseau européen à grand gabarit, conformément à l'article 1er de l'ordonnance n° 2016-489 du 21 avril 2016. »
- e) les dépenses d'investissement réalisées sur le **domaine public fluvial de l'Etat** en application de l'article L. 1615-2 du CGCT qui dispose que : « Les collectivités territoriales et leurs groupements bénéficient également des attributions du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée au titre des dépenses d'investissement réalisées sur le domaine public fluvial de l'Etat, dans le cadre de l'expérimentation prévue à l'article L. 3113-2 du code général de la propriété des personnes publiques. Seules ouvrent droit aux attributions du fonds les dépenses d'investissement réalisées par les collectivités territoriales ou leurs groupements ayant conclu une convention avec l'Etat. » (Joindre la convention)
- f) les montants liés à un **changement de situation d'assujettissement, en application de l'article L. 1615-4** du CGCT qui dispose que : « Lorsqu'une collectivité territoriale, un établissement public ou un groupement utilise un bien d'investissement pour les besoins d'une activité qui cesse d'être soumise à la taxe sur la valeur ajoutée, il peut obtenir un versement au titre du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée égal à la fraction de la taxe afférente à ce même bien qu'il a été tenu de reverser en application des règles prévues pour les personnes qui cessent de réaliser des opérations ouvrant droit à déduction. Les dispositions de l'alinéa précédent sont également applicables aux collectivités territoriales et aux groupements qui, dans le cadre d'un transfert de compétence, mettent des immobilisations à disposition d'un établissement public de coopération intercommunale ou d'un syndicat mixte pour les besoins d'une activité qui n'est plus soumise à la taxe sur la valeur ajoutée pour ce dernier. » (Joindre les documents fiscaux relatifs au changement de la situation d'assujettissement)
- g) les dépenses relevant d'un dispositif **d'investissements mixtes ou partiellement assujettis** inscrites sur des comptes du dispositif automatisé. Ces dépenses n'ont pas été transmises à l'application ALICE de manière automatisée car elles ont été typées avec TVA déductible et correspondent une situation particulière d'assujettissement à la TVA. (Joindre les documents fiscaux)

- h) les dépenses pour réparer les **intempéries exceptionnelles** qui donneront lieu à un versement anticipé de FCTVA, en application de l'article L. 1615-6 qui dispose que : « *Les dépenses éligibles en application de l'article L. 1615-1 réalisées par les bénéficiaires du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée et visant à réparer les dommages directement causés par des intempéries exceptionnelles reconnues par décret, et situés dans des communes ayant fait l'objet d'une constatation de l'état de catastrophe naturelle, ouvrent droit à des attributions du fonds l'année au cours de laquelle le règlement des travaux est intervenu.* »

2. Dépenses inéligibles au FCTVA à déduire de l'assiette des dépenses éligibles (état déclaratif 2-B)

Ces dépenses ont été imputées sur des comptes du dispositif automatisé. Elles sont néanmoins inéligibles et doivent être déduites de l'assiette du FCTVA. Cela recouvre :

- a) les dépenses **hors taxe** ;
- b) les dépenses liées à l'application de l'article L. 1615-6 du CGCT qui ont fait l'objet d'un versement anticipé du FCTVA (dispositif **intempéries exceptionnelles**) ;
- c) les dépenses de **manuels scolaires** des régions imputées par exception en section d'investissement ;
- d) les dépenses ayant fait l'objet du mécanisme du transfert du droit à déduction.

Comme indiqué ci-dessus, je vous rappelle que l'état déclaratif complémentaire n°2B qui recense les dépenses à retirer de l'assiette automatisée doit être adressé en préfecture. Il est à transmettre quand bien même celui-ci serait renseigné à « néant ».

3. Cas de reversements de FCTVA (état déclaratif 2-C)

- a) reversements liés à un **changement de situation d'assujettissement**, en application de l'article L. 1615-3 du CGCT qui dispose que : « *Lorsqu'une collectivité territoriale, un établissement public ou un groupement a obtenu le bénéfice du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée au titre d'un bien d'investissement et que ce bien est utilisé pour les besoins d'une activité qui, par la suite, est soumise à cette taxe, il est tenu au reversement à l'Etat d'un montant égal à la taxe afférente à ce même bien dont il a pu opérer la déduction en application des règles prévues pour les personnes qui deviennent redevables de la taxe sur la valeur ajoutée.* » (joindre les documents fiscaux)
- b) reversements liés aux cas de **cessions**, en application de l'article L. 1615-9 et R. 1615-3 du CGCT.

ETAT DECLARATIF n°1

Etat 1	libellé du budget: BP ou BA (rayer la mention inutile)		
libellé de la dépense	numéro de mandat	numéro de compte <i>(comptes de l'assiette automatisée, à prendre dans la liste des comptes de l'arrêté, en fonction de la nomenclature applicable au bénéficiaire)</i>	montant
TOTAL DES DEPENSES DECLAREES			

Fait à,

le

Par

Cachet du bénéficiaire

ETAT DECLARATIF n°2

	libellé du budget: BP ou BA (rayer la mention inutile)			
Etat 2-A				
	libellé de la dépense	numéro de mandat	numéro de compte	montant
dépenses réalisées en application de l'article L. 211-7 du code de l'éducation				
dépenses d'investissement pour la lutte contre les risques naturels (L. 1615-2)				
travaux d'investissement sur les biens du Conservatoire de l'espace littoral (L.1615-2)				
subventions pour le Canal Seine-Nord Europe (L.1615-2)				
dépenses d'investissement sur le domaine public fluvial de l'Etat (L. 1615-2)				
dépenses intempéries exceptionnelles (L. 1615-6)				
situation particulière d'assujettissement à la TVA				
TOTAL DES DEPENSES A AJOUTER				
	montant à verser			
changement de situation d'assujettissement à la TVA (L. 1615-4)				
TOTAL MONTANT A VERSER				

Etat 2-B

Nom de la collectivité :

Période de réalisation :

Préciser la nature du budget (remplir un état par budget éligible) :

Etat 2-B				
	libellé de la dépense	numéro de mandat	numéro de compte	montant à déduire
dépenses HT (R. 1615-2)				
dispositif intempéries exceptionnelles (L. 1615-6)				
dépenses pour les manuels scolaires				
dépenses ayant fait l'objet d'un transfert de droit à déduction (R. 1615-2)				
TOTAL DEPENSES A DEDUIRE				

A

Le

Nota : Dans les cas de **TVA autoliquidée** (travaux réalisés par un sous-traitant), la collectivité est bien éligible sur l'intégralité de la prestation réglée. Les dépenses HT qui apparaissent sur la facture du sous-traitant sont à prendre en compte dans l'attribution du FCTVA. Ainsi, ces dépenses d'autoliquidation n'ont pas à être retirées de l'assiette éligible et ouvrent bien au bénéfice du FCTVA. Elles ne doivent donc pas figurer sur cet état.

Etat 2-C

							montant à reverser
changement de situation d'assujettissement (L. 1615-3)							
	date de l'acquisition	valeur d'achat ou coût de la réalisation	date de cession	acquéreur	montant de FCTVA perçu	montant à reverser (calcul effectué par les services préfectoraux)	
cession d'un bien immobilier (R. 1615-5)							
cession d'un bien mobilier (R. 1615-5)							
TOTAL MONTANT A REVERSER							

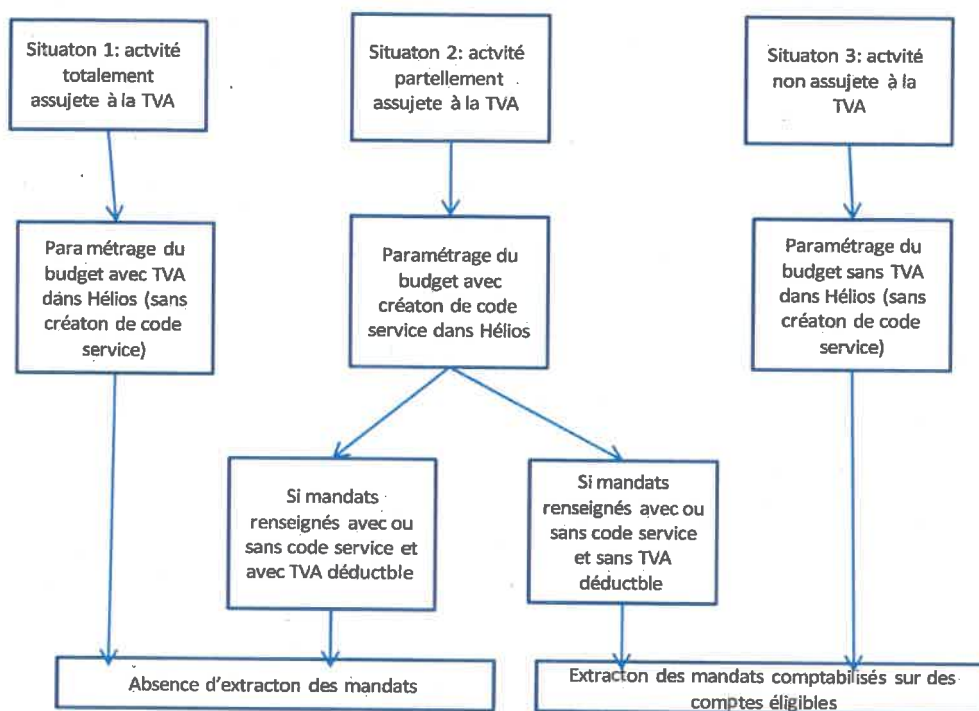
Fait à

le

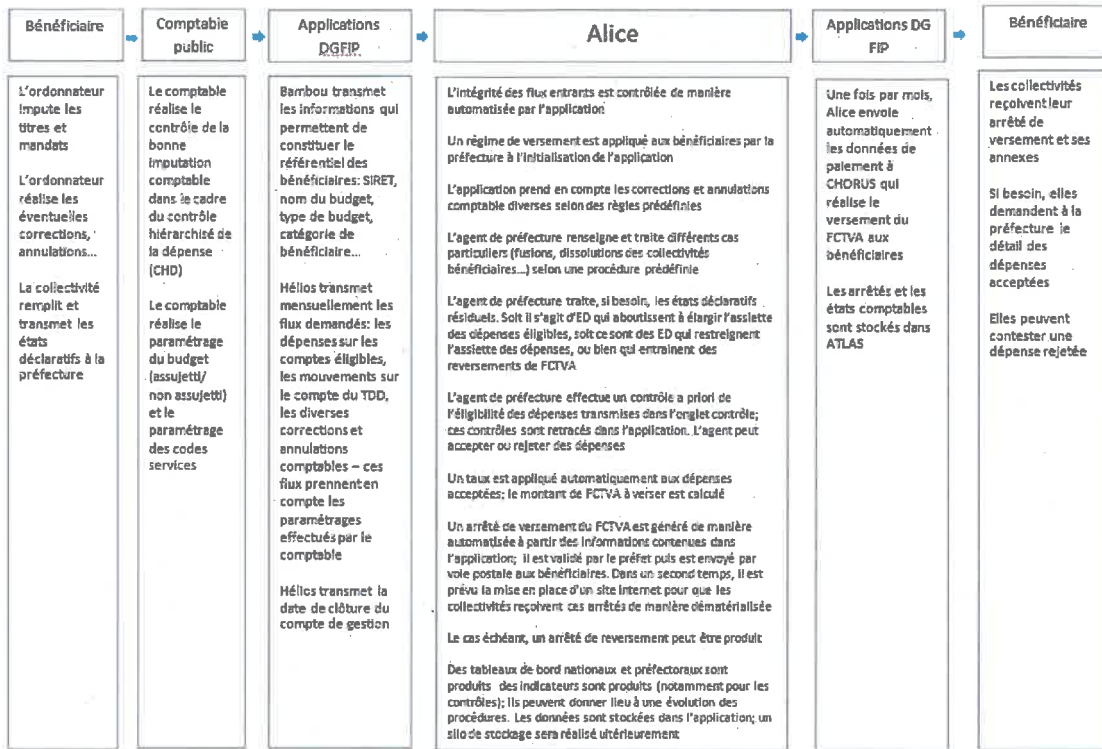
Par

Cachet du bénéficiaire

Fiche 3 : Schémas de paramétrage des budgets dans Hélios



Fiche 4 : Schéma de fonctionnement de l'application ALICE



5.1 Paramétrage TVA dans l'application HELIOS

La transmission des données à l'application ALICE est conditionnée au paramétrage TVA du budget des structures dans l'application HELIOS.

Un paramétrage erroné a pour conséquence d'exclure les budgets concernés de la liquidation automatisée du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA). Une vigilance particulière est donc appelée sur ce point de la part des comptables et des ordonnateurs.

Cette fiche présente les différents paramétrages offerts au comptable dans l'application HELIOS et leurs conséquences sur l'automatisation de la transmission des données utiles au calcul du FCTVA.

I. Les modalités générales de paramétrage TVA dans l'application HELIOS

Le comptable public effectue ce paramétrage, selon trois modalités de gestion :

- l'absence de gestion de TVA, lorsque le budget n'est pas assujéti à la TVA. Le budget est alors paramétré sans TVA, avec la valeur « Aucune » dans la rubrique « Gestion de la TVA » ;
- la gestion de la TVA au niveau du « Budget Collectivité », lorsque le budget est entièrement assujéti à la TVA. Le budget est alors paramétré avec la valeur « Niveau budget coll » dans la rubrique « Gestion de la TVA » ;
- la gestion de la TVA au niveau des services, lorsque la structure gère au sein de son budget une activité assujéti à la TVA. Le budget est alors paramétré avec la valeur « Niveau service » dans la rubrique « Gestion de la TVA ».

L'extraction de données de l'application HELIOS vers l'application ALICE est réalisée pour les budgets paramétrés sans TVA ou au niveau des services pour les seules opérations non susceptibles de récupérer la TVA par la voie fiscale. En effet, les budgets des structures paramétrés à tort comme assujéti à la TVA (au niveau du « Budget collectivité »), alors qu'en réalité, ils sont bénéficiaires du FCTVA, ne pourront pas bénéficier du fonds de manière automatisée. Ils devront alors formuler leur demande *via* un état déclaratif de manière transitoire dans l'attente d'une correction du paramétrage.

II. Les cas particuliers

Un budget structure bénéficiaire du FCTVA peut faire l'objet de situations particulières au regard de la TVA.

a) La tva intra-communautaire

Une structure non assujéti à la TVA qui comptabilise de la TVA intra-communautaire doit créer un « code service » dédié afin de pouvoir liquider le montant de la TVA intra-communautaire due. Les autres opérations de la structure comptabilisées « hors code service » et sans TVA déductible bénéficieront de la liquidation du FCTVA de manière automatisée.

b) La franchise en base

Les structures bénéficiant de la franchise en base TVA, dispensées du paiement de la TVA conformément aux dispositions de l'article 293 B du code général des impôts, doivent être paramétrées dans l'application HELIOS sans TVA pour pouvoir bénéficier de l'automatisation du FCTVA. Pour les groupements en franchise en base, seuls sont à paramétrer sans TVA ceux dont l'ensemble des membres sont eux-mêmes éligibles.

5.2 Travaux réalisés pour le compte de tiers

Cette annexe vise à présenter les conditions de traitement des opérations réalisées pour le compte de tiers sur le domaine public routier de l'Etat dans le cadre de l'automatisation du FCTVA.

1. Dispositif d'éligibilité au FCTVA des travaux réalisés pour le compte de tiers avant l'automatisation de la gestion du FCTVA

Les dépenses inscrites aux comptes 454 « opérations pour le compte de tiers » ou 458 « Opérations sous mandat » sont normalement inéligibles au FCTVA dans la mesure où elles ont la nature de débours et concernent le patrimoine d'un tiers.

Cependant, des dispositions spécifiques ont rendu éligibles certaines dépenses figurant sur ces comptes. En effet, les collectivités territoriales et leurs groupements bénéficient, dans le système antérieur à l'automatisation, des attributions du FCTVA pour les dépenses d'investissement afférentes à des travaux qu'ils réalisent dans le cadre d'une convention, sur le domaine public routier de l'Etat ou d'une collectivité territoriale, dès lors qu'ils sont compétents en matière de voirie.

Exemple

Un EPCI effectue des travaux de voirie pour le compte d'une commune A pour 200K€ ; la commune prend à sa charge, dans le cadre d'un versement d'avance, le montant de la dépense déduction faite du montant perçu au titre du FCTVA.

- L'EPCI réalise les travaux pour 200 K€ et perçoit une participation de 167,2 K€ (égale au montant des travaux déduction faite du FCTVA perçu) ;
- L'EPCI obtient le bénéfice du FCTVA sur 200 K€ (soit 32,8 K€).

Commune A (verse une avance)		EPCI (reçoit les fonds et réalise les travaux)	
Recettes	Dépenses	Recettes (compte 4582x)	Dépenses (compte 4581x)
	167,2 (compte 238)	FCTVA = 32,8 Avance = 167,2	200
<i>Intégration des travaux (opération d'ordre budgétaire)</i>			
Avance = 167,2 Subvention = 32,8	200		
Dépense nette = 167,2		Dépense = Recette = 200	
FCTVA versé = 32,8			

2. Dispositif d'éligibilité au FCTVA des travaux pour le compte de tiers dans le cadre de l'automatisation

Les comptes 454 « opérations pour le compte de tiers » et 458 « opérations sous mandat » ne sont pas éligibles à l'assiette rénovée du champ d'application du FCTVA dans la mesure où il n'est pas possible d'identifier les opérations éligibles.

L'imputation aux compte 454 ou 458 des travaux réalisés sur le domaine public routier de l'Etat ou d'une autre structure par la structure qui les réalise n'a pas été remise en cause étant donné que les opérations sous mandat n'ont pas vocation à intégrer le patrimoine de la structures et n'ont, par conséquent, pas de raison d'être imputées sur un compte de classe 2 éligible.

Une procédure de modulation des versements pour compenser cette suppression est proposée aux structures bénéficiaires.

Ainsi, les structures au profit desquelles sont réalisées les dépenses compensent par une modulation à la hausse le montant de la participation versée. Par ce système, le montant de FCTVA attribué est inchangé, même s'il est réparti différemment entre les structures versantes et bénéficiaires. La dépense nette supportée par chaque structure reste identique.

Exemple

Afin de compenser cette suppression, la commune augmente le montant de l'avance du montant de FCTVA que l'EPCI aurait perçu dans le cadre du système antérieur. Le montant de FCTVA attribué reste inchangé par rapport au système déclaratif avant automatiser. En revanche il est réparti différemment entre les structures versantes et bénéficiaires (32,8 K€ au total dans l'exemple ci-dessous).

Ainsi :

- la commune verse une avance de 200 K€ (167,2 + 32,8) et perçoit le FCTVA lors de l'intégration des travaux sur un compte d'immobilisation définitive ;
- l'EPCI ne perçoit pas le FCTVA sur 200 K€ (le compte 458 n'est pas dans l'assiette automatisée) ;
- la commune versante bénéficie du FCTVA sur 200 K€ (soit 32,8K€) lors de l'intégration des travaux sur un compte de l'assiette éligible.

Commune A (verse une avance)		EPCI (reçoit les fonds et réalise les travaux)	
Recettes	Dépenses	Recettes (compte 4582x)	Dépenses (compte 4581x)
	200 (compte 238)	Avance = 200	200
<i>Intégration des travaux</i>			
Avance = 200	200		
FCTVA = 32,8			
Dépense nette = 167,2		Dépense = Recette = 200	
FCTVA versé = 32,8			

5.3 - Traitement des immobilisations partiellement éligibles et des équipements mixtes

Cette annexe vise à décrire les dispositifs d'immobilisations partiellement éligibles et d'équipements mixtes, prévus par la circulaire du 23 septembre 1994 et leurs modalités d'application dans le cadre de l'automatisation de la gestion du FCTVA.

1. Les immobilisations partiellement éligibles au FCTVA

1.1 Dispositif en vigueur avant la réforme de l'automatisation du FCTVA

Une opération de construction, de rénovation ou d'extension peut porter à la fois sur des immobilisations éligibles au FCTVA et sur des immobilisations inéligibles au FCTVA.

En principe, une dépense d'investissement est inéligible au FCTVA si elle a été exposée pour les besoins d'une activité soumise à la TVA (même partiellement) permettant la récupération de la TVA par la voie fiscale (article R. 1615-2 du code général des collectivités territoriales).

Cependant, la circulaire du 23 septembre 1994 précise qu'au cas d'espèce, le FCTVA est attribué au prorata de la surface occupée par les services éligibles au fonds. Dans ce cas, la partie éligible au fonds et la partie non éligible doivent pouvoir être clairement identifiées. Les deux activités en cause doivent être de nature différente et n'avoir aucun lien entre elles.

L'alinéa 2 de l'article 256B du CGI énumère une liste d'opérations pour lesquelles les personnes morales de droit public sont expressément assujetties à TVA. Cette disposition ne fournit pas une liste exhaustive mais rappelle que ces dernières ne sont pas assujetties à TVA « pour l'activité de leurs services administratifs, sociaux, éducatifs, culturels et sportifs lorsque leur non-assujettissement n'entraîne pas de distorsions dans les conditions de la concurrence ». Par ailleurs, le guide de la TVA à l'usage des collectivités locales apporte des précisions complémentaires sur les activités situées hors du champ d'application de la TVA, celles soumises de plein droit et celles soumises sur option.

Ces différentes sources réglementaires permettent de déterminer la partie de l'investissement éligible au FCTVA.

Exemple

Un immeuble abritant un pôle culturel comprenant une médiathèque et une école de musique (activités culturelles situées hors du champ de la TVA en application du 1^{er} alinéa de l'article 256 B du CGI) ainsi qu'une salle aménagée destinée à la location (activité constituant fiscalement une prestation de services aux loyers non symboliques imposables de plein droit à la TVA conformément à l'article 256 du CGI) constitue une immobilisation partiellement éligible⁵.

Dans ce cas de figure, la part de l'immeuble dédiée aux activités hors champ entre dans l'assiette du FCTVA.

1.2 Conséquences de l'automatisation de la gestion du FCTVA sur le dispositif

Les règles d'éligibilité en vigueur avant l'automatisation demeurent inchangées. Toutefois, il convient de rappeler qu'il n'y a pas d'obligation d'individualiser la gestion de l'activité partiellement éligible dans un budget annexe distinct. Les opérations relatives à un service public administratif peuvent aussi être comptabilisées dans le budget principal de la commune, à condition de faire l'objet de bordereaux de mandats et de titres numérotés distinctement pour les isoler des autres opérations non soumises à la TVA. Ces opérations partiellement éligibles sont paramétrées dans HELIOS au niveau du code service.

Pour comprendre les conséquences de l'automatisation de la gestion du FCTVA sur ce dispositif, il est nécessaire de raisonner dépense par dépense :

⁵ Cette fiche n'évoque pas l'exemple des immobilisations partiellement éligibles au FCTVA sans droit complémentaire de déduction de la TVA comme le cas d'un immeuble occupé pour partie par un tiers non bénéficiaire du FCTVA n'exerçant pas une mission d'intérêt général, déclenchant l'inéligibilité partielle sans aucun droit à déduction complémentaire.

- Pour les dépenses concernant seulement une partie de l'immeuble

Cela se rapporte à des dépenses qui peuvent être exclusivement affectées à l'une des parties de l'immeuble (affectation physique), telles que, par exemple, les dépenses d'agencement ou d'aménagement au sein d'une partie de l'immeuble.

Les dépenses concernant la partie de l'immeuble assujettie à la TVA (mandat renseigné avec un code service et de la TVA déductible) ne sont pas extraites, contrairement aux dépenses concernant la partie non assujettie à la TVA (dans la mesure où le mandat est renseigné avec ou sans code service et sans aucune TVA déductible et imputé sur un compte éligible).

Toutes les dépenses (fonctionnement et investissement) relatives à la partie de l'immeuble assujettie à la TVA donneront ainsi lieu à récupération de la TVA par la voie fiscale. Les dépenses engagées pour la partie de l'immeuble non assujettie à la TVA sont extraites de l'application HELIOS ; il n'est pas nécessaire, dans ce cas, de produire un état déclaratif complémentaire pour pouvoir bénéficier du FCTVA.

- Pour les dépenses globales concernant l'ensemble de l'immeuble

Cela se rapporte à des dépenses globales portant sur l'ensemble du bâtiment telles les dépenses de construction, de rénovation, d'entretien ou d'acquisition. Les mandats sont paramétrés avec de la TVA déductible affectée d'un coefficient de déduction calculé au prorata de la surface occupée par les services assujettis à la TVA.

Ces mandats ne sont donc pas extraits de l'application HELIOS et la structure ne peut pas bénéficier de la gestion automatisée du FCTVA ; un état déclaratif complémentaire doit être produit

Exemple⁶

Une commune acquiert, pour un montant global de 2 000 000 € HT et une TVA à 20 % (400 000 €), un bâtiment comprenant une salle aménagée destinée à être louée (activité économique de prestation de services imposable de plein droit à la TVA ; caractère onéreux des loyers), et des services administratifs, situés hors du champ d'application de la TVA. La salle aménagée couvre 40% de la surface totale du bâtiment et les services administratifs 60%. Le mandat relatif à l'acquisition du bâtiment est paramétré avec de la TVA déductible.

TVA déductible : $400\ 000 \times 0,40$ (coefficient de déduction basé sur un coefficient d'assujettissement en fonction de la surface) = 160 000.

TVA non déductible : 240 000 (400 000 x 0,60) et un montant inscrit au compte 213x pour 2 240 000 €.

FCTVA à récupérer : $2\ 240\ 000 \times 60\% \times 0,16404 = 220\ 470$ euros

Soit un total de TVA récupéré égal à 380 470 (160 000 + 220 470)

2. Les équipements mixtes

2.1 Dispositif en vigueur avant la réforme de l'automatisation du FCTVA

Un équipement mixte est une opération d'investissement qui porte sur un équipement **utilisé concurremment** pour la réalisation d'opérations potentiellement éligibles au FCTVA (situées hors du champ d'application de la TVA ou dans le champ de la TVA, mais bénéficiant d'une exonération) et d'opérations soumises à la TVA (soit dans le champ de la TVA sans bénéfice de la franchise en base ou d'une exonération légale, soit sur exercice de l'option). Il n'est pas possible, dans ce cas, de distinguer physiquement la partie imposée à la TVA et la partie éligible au FCTVA contrairement aux immobilisations partiellement éligibles étant donné que l'activité soumise à TVA est réalisée à partir d'équipements communs.

⁶ Cet exemple s'applique au cas d'une acquisition clé en mains d'un immeuble, pas au cas de la construction d'un immeuble neuf qui est soumise à une livraison à soi-même (LASM) taxable à la TVA. Le cas échéant, la collectivité pourra bénéficier d'un complément de FCTVA au moment de la taxation effective de la LASM en remplissant un état déclaratif.

En principe, ces équipements « mixtes » ne peuvent bénéficier de l'attribution du fonds lorsque ces dépenses ont été exposées pour des activités en partie imposées à la TVA. Toutefois, dans la mesure où des équipements mixtes ne sont utilisés **qu'à titre accessoire** pour les besoins d'une activité imposable à la TVA, ils peuvent bénéficier dans le régime actuel et sous certaines conditions d'une attribution du FCTVA, à hauteur de la fraction pour laquelle la TVA n'a pas été déduite fiscalement.

La circulaire de 1994 rappelle que la TVA qui se rapporte aux dépenses d'investissement utilisées concurremment pour la réalisation, d'opérations situées hors du champ d'application de la TVA et d'opérations imposables, n'est déductible fiscalement **qu'en proportion de leur utilisation à des opérations imposables** (CGI, ann II, art 206 II).

Pour le calcul de la proportion d'utilisation, la structure doit, sous sa propre responsabilité, traduire l'utilisation réelle du bien. A titre indicatif, les critères suivants peuvent être utilisés : répartition en fonction du temps d'utilisation, des salaires, des surfaces, etc.

La circulaire de 1994 ne détermine pas un seuil précis permettant d'apprécier le caractère accessoire d'une activité. La doctrine de la DGCL a fixé un coefficient de déduction inférieur à 0,2 pour déterminer le caractère accessoire d'une activité. Ainsi, si le coefficient de déduction est inférieur à 0,2, l'activité imposable à la TVA sera considérée comme accessoire et la structure pourra bénéficier du FCTVA sur la partie de l'activité non assujettie. *A contrario*, l'activité ne sera pas considérée comme accessoire et la structure ne pourra bénéficier du fonds.

A titre d'illustrations

- La construction par une collectivité locale titulaire du service de collecte et de traitement des ordures ménagères d'une usine d'incinération des ordures ménagères comprenant une unité de valorisation énergétique est qualifiée d'investissement mixte dans la mesure où la construction est utilisée concurrentement pour la réalisation d'opérations situées hors du champ d'application de la TVA (service de collecte et de traitement financé directement par la taxe d'enlèvement des ordures ménagères) et d'opérations situées dans le champ (production de vapeur ou vente de divers sous-produits). Ces opérations sont réalisées à partir d'équipements communs (bâtiments, fours...) et font appel au même personnel. Il ne s'agit pas d'activités de nature différente et elles sont liées entre elles, contrairement aux immobilisations partiellement éligibles.
- L'installation de panneaux photovoltaïques destinés à la fois pour les besoins propres de la structure (hors champ de la TVA) et pour la vente à un fournisseur d'énergie (dans le champ de la TVA).
- La construction d'une piscine utilisée à la fois pour des activités hors champ (bassin de nage) et dans le champ d'application de la TVA (cours payants d'aquagym, aquabike) est qualifiée également d'investissement mixte dans la mesure où ces activités sont liées et qu'elles sont réalisées à partir d'un équipement commun (la piscine).

2.2. Conséquence de l'automatisation de la gestion du FCTVA sur le dispositif

Les règles d'éligibilité en vigueur avant l'automatisation demeurent inchangées.

Ces opérations peuvent être comptabilisées dans le budget principal de la commune, à condition de faire l'objet de bordereaux de mandats et de titres numérotés distinctement pour les isoler des autres opérations non soumises à la TVA. Ces opérations partiellement éligibles sont paramétrées dans l'application HELIOS au niveau du code service. Les opérations paramétrées avec un code service et de la TVA déductible **ne sont pas extraites et ne sont pas transmises à l'application ALICE.**

A des fins de contrôle, il convient de distinguer deux cas d'équipements mixtes : ceux pour lesquels l'affectation physique à un secteur déterminé est possible et ceux pour lesquels l'affectation physique n'est pas possible. La condition du caractère accessoire est réservée aux équipements mixtes dont le coefficient d'assujettissement n'est pas déterminé exclusivement par une logique de surface. Dans ce cas, la structure bénéficie du FCTVA sur son investissement mixte seulement **si le coefficient de déduction est inférieur à 0,2**. Ainsi, le FCTVA sera attribué sur une base TTC maximale de 80 % des dépenses d'investissement.

Dans les deux cas, la structure adresse aux services de la préfecture, une copie de sa déclaration de taxe sur le chiffre d'affaires sur laquelle elle mentionne expressément, dans le cadre réservé à la correspondance, le rapport déterminant soit la clef de répartition, soit le coefficient de déduction et les modalités de calcul qui y conduisent. Une délibération doit être jointe à l'état déclaratif de FCTVA fixant le coefficient d'assujettissement (servant de calcul au coefficient de déduction). A défaut d'un coefficient de déduction inférieur au seuil fixé et des pièces justificatives, aucune attribution ne peut être autorisée.

